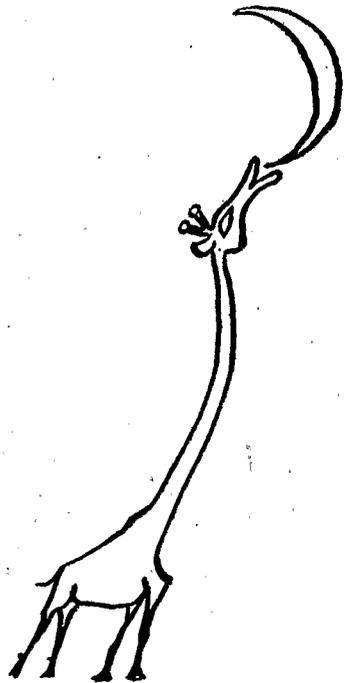


Nouvelles habitudes de consommation

od4



Jacques Binet

A la fin de la période coloniale, et dans les premières années d'indépendance des pays africains, un travail considérable fut mené dans le domaine statistique. Des enquêtes démographiques, agricoles, des études de budgets familiaux, de nutrition, furent réalisées. Elles permettent encore maintenant de connaître un peu les populations et les niveaux de vie, de retrouver les grandes lignes des évolutions.

Seules, en effet, des études menées auprès des cellules de base, foyer après foyer, ménage après ménage, permettent de connaître la situation des individus. Les études sur le PNB ou le PIB fournissent des éléments de comparaison. Mais, dans leurs totaux, les données d'économie intérieure, paysanne ou artisanale, sont trop influencées par les chiffres de l'économie d'exportation. La présence d'une usine ou d'une mine, avec les salaires des techniciens - généralement expatriés -, avec les entretiens de machines ou les intérêts des capitaux, gonfle les comptabilités : si l'on en croyait le PIB, le Gabonais serait l'homme le plus riche d'Afrique. En réalité, une moyenne calculée sur des chiffres peu homogènes n'a pas grand sens.

Pour étudier les consommations actuelles, je partirai donc des besoins tels qu'ils ont été évalués, puis indiquerai comment les transformations économiques, démographiques et sociales les ont modifiés. Avec les nouveaux réseaux de commercialisation, l'appétit de consommation se développe et fait naître une insatisfaction croissante.

139/1979

O.R.S.T.O.M.
Fonds Documentaire
N° : 81/79/00681
Projet, 14, rue d'Assas, 75006 Paris

Cote : B -

Date : -2 NOV. 1981

Au delà des produits traditionnels

La nourriture est évidemment un besoin primordial, jadis satisfait en grande partie par l'autoconsommation. L'énorme accroissement des villes bouleverse ces données. A Brazzaville, les maladies de carence sont apparues : des enfants, exclusivement nourris de manioc, manquent de protéines, de vitamines, de sels minéraux. Une très grande ville pose des problèmes d'approvisionnement d'une telle ampleur que les commerçants traditionnels, peu ambitieux et peu nombreux, ne suffisent plus : il leur faudrait s'approvisionner à des marchés de plus en plus éloignés. Lorsque la ville fournit emplois et salaires, des produits alimentaires importés sont consommés : riz et pain sont de longue date appréciés : leur production, leur transport, leur commerce se font selon des méthodes modernes qui permettent le maniement rapide de quantités importantes. Certains Etats ont essayé d'organiser selon des procédés analogues la collecte et la distribution de céréales de production locale. Les résultats de ces offices publics ne sont pas toujours excellents et la production de produits vivriers locaux risque de diminuer si la commercialisation n'est pas faite dans de bonnes conditions de prix et de régularité. Pourtant, par des laboratoires de techniques alimentaires, à Abidjan et à Dakar, des débouchés nouveaux sont recherchés, qui valoriseraient les productions traditionnelles.

Le consommateur, tant en ville qu'en brousse, s'est habitué à une présentation nouvelle des produits : la boîte de conserve à partout droit de cité : la sauce tomate en boîte concurrence durement la poudre de tomates séchées. Même si c'est une fabrication africaine, la technique et les capitaux restent en grande partie étrangers. La meilleure organisation commerciale du secteur moderne favorise cette concurrence.

Depuis les temps les plus reculés, l'importation de vêtements a été une opération essentielle du commerce africain. Les bandes de tissu indigène de coton étaient une véritable monnaie, et les « pièces de Guinée » teintes en bleu, importées par les commerçants européens, ont joué le même rôle, si bien que leur nom est resté à la monnaie britannique. Le vêtement est en grande partie un besoin de prestige, d'où la diversité des goûts et la sensibilité à la mode. Dès 1925, la Côte-d'Ivoire a eu la première usine de tissage de l'Afrique de l'Ouest mais, depuis, les industries se sont multipliées et différenciées. Toutes les impressions peuvent se faire sur place, mais conception, dessin et gravure, travaux minutieux, sont faits dans des ateliers européens.

Les teinturières d'inspiration traditionnelle, qui appartiennent d'ailleurs à une caste spéciale, créent actuellement de nombreux modèles avec des couleurs et techniques nouvelles : batik, réserve par couverture ou par nouage, estampage. Cette mode est intéressante dans la mesure où elle sollicite la créativité et où elle fournit des ressources à des femmes, émigrées le plus souvent de Guinée. La mode féminine est un domaine où la recherche d'originalité africaine est active. Certes, ce secteur très particulier de la consommation ne concerne guère les masses et ne mesure pas le confort. Mais il mérite d'être signalé comme expression artistique.

La consommation de chaussures, au contraire, est un besoin impor-

tant dans ces pays où le sol est infesté de germes de parasites de toutes sortes. Des usines de chaussures de cuir ou de sandales de plastique permettent de satisfaire ce besoin, concurrençant ainsi un artisanat traditionnel. Celui-ci subsiste cependant, s'adaptant à de nouveaux matériaux : les cordonniers emploient des rubans de plastique au lieu des cuirs teints de jadis.

Cependant, la persistance ou la reprise de la friperie ne paraît pas un symptôme de richesse. Ces importations de vêtements de seconde main avaient beaucoup diminué vers 1960. Il est vrai qu'à Paris, parmi les jeunes qui lancent les modes, les échanges et ventes de vêtements d'occasion ont été réinventés.

Divers ustensiles de verre, faïence, céramique ou plastique sont présentés sur les marchés et dans les boutiques. Avant 1958, ces objets concurrençaient déjà les émaillés, qui avaient eux-mêmes fait concurrence aux poteries de fabrication traditionnelle. Casseroles et marmites en aluminium sont maintenant fournis par le Cameroun. Mais des forgerons malinké ont appris à fabriquer des marmites en fonte d'aluminium. Sur les marchés d'une grande ville comme Abidjan, la production artisanale reste importante : ustensiles de cuisine, braséros, outils.

Les biens d'équipement devraient former une catégorie particulièrement intéressante, leur acquisition permettant de mesurer une aptitude à accroître la production. L'auto appartient-elle à cette catégorie ? Pour piler les céréales, les femmes ont de plus en plus recours à un moulin à moteur travaillant à façon. Au Sénégal, sur les marchés des villes secondaires ou des villages, l'observateur est frappé par l'importance du matériel agricole (charrues, semoirs, attelages). Des forgerons réparent ces modestes machines ou vendent des pièces. Des cordiers se sont improvisés pour fabriquer les traits, les longes ou les guides nécessaires ; pour ce faire, ils découpent des lanières de caoutchouc usagé, recordent des ficelles de nylon, fabriquent des courroies de cuir. Tout cela paraît bien modeste, c'est pourtant la preuve d'une évolution capitale : le passage à la culture attelée.

Depuis longtemps on sait bien que l'habitat est un secteur essentiel de la consommation africaine. Les maisons traditionnelles, bien adaptées au paysage et au climat, parfois belles et commodes, ne nécessitaient pas l'intervention de l'économie monétaire. L'entraide villageoise, la collecte de matériaux fournis par la brousse permettaient à chacun de se loger. Mais le désir de prestige, de sécurité, parfois de confort allaient inciter à construire en dur. Les cases traditionnelles sont fragiles : les « nattes » des toits ne durent pas plus de quatre ans, le chaume peut durer dix ou quinze ans mais il a une propension fâcheuse à héberger insectes et rongeurs. Les sols de terre battue sont moins froids et moins durs que les sols en béton, mais les rats peuvent y faire leurs terriers, avec les risques de germes que l'on devine dans des pays où peste et autres maladies sont toujours à craindre. Enfin le désir d'avoir une maison comme celles des Blancs, de marquer par un « monument » durable son existence, a amené bien des villageois à entreprendre une construction. En ville, ceux qui en avaient la possibilité faisaient construire. Mais

c'était souvent pour eux un placement fructueux puisqu'ils louaient les chambres à bon prix.

Pour les citadins, cette dépense est toujours importante. Avec ou sans l'aide des sociétés d'HLM, ou des entreprises de lotissement financées par l'Etat, Abidjan a remplacé ses bidonvilles par des maisonnettes décentes. Il est difficile de se faire une opinion sur l'évolution rurale : les campagnards peuvent-ils satisfaire leur désir d'acquérir une maison en dur ? La ventilation des statistiques permettrait de le voir. Mais pour comparer avec les années d'avant les indépendances, il faut se souvenir que le ciment jadis totalement importé est actuellement produit par des cimenteries locales.

Une commercialisation mal adaptée

Comparer les importations de produits clés pour des années de référence (1957 ou 1958 par exemple) et pour les années récentes permettrait de voir si les besoins sont satisfaits. En effet, l'évolution de la situation économique n'est pas facile à analyser. Dans certains Etats, les tonnages produits par la paysannerie ont augmenté de façon sensible : les exportations d'huile d'arachides, de graines et de tourteaux montrent l'effort des Sénégalais, l'accroissement des tonnages de café ou de cacao celui des Ivoiriens.

Selon les années, les cours sont plus ou moins hauts. Mais, à peu près partout, des caisses de compensation interviennent et ponctionnent une fraction du prix. Ce qui reste au producteur lui assure-t-il une compensation convenable ? Il est difficile de l'affirmer. Certains ont profité de hausses spectaculaires, il est vrai ; mais la hausse générale des prix et le taux de l'inflation diminuent la rémunération des paysans.

Le passage par des coopératives de commercialisation peut également changer les données du problème. Certains Etats ont écarté de la distribution les maisons de commerce d'origine étrangère et réservé le marché à des coopératives d'approvisionnement, pour diminuer le poids des marges bénéficiaires qui pèsent sur le petit client. En réalité, il semble bien que des boutiquiers assez modestes pour échapper à l'attention des pouvoirs publics, exercent toujours leur commerce, s'approvisionnant clandestinement ou par contrebande s'ils ne peuvent faire autrement.

Il n'est pas facile d'évaluer ce que l'on appelle la « détérioration des termes de l'échange ». A en croire les revendications des syndicats agricoles français, le malaise serait général, en France comme dans le tiers monde : la valorisation des produits agricoles serait toujours en retard par rapport à celle des produits industriels.

Croissance et mobilité de la population

Evaluer la consommation en comparant les masses globales importées n'a de sens qu'en faisant référence à un nombre constant de consommateurs. Sinon, les parts individuelles, dont dépend évidemment la

satisfaction de chacun, ne seraient pas comparables. Or, les études démographiques menées aux alentours de 1960 laissaient prévoir à bref délai un fort accroissement de la population. Pour le Gabon, la République centra-africaine, la Mauritanie, le taux d'accroissement est modéré : 1,3 à 1,7 % par an ; dans les autres Etats, le taux est supérieur à 2,2 %. Il faut donc intégrer cette donnée à toute réflexion sur le niveau des consommations : pour que le niveau de vie reste ce qu'il était en 1958, la quantité de biens mise à la disposition du public devrait avoir doublé par rapport à ce qu'elle était alors.

Les choses se compliquent du fait de la mobilité de la population. Certains courants sont connus de longue date, comme celui qui mène les Voltaïques ou les Nigériens vers la Côte-d'Ivoire, les Maliens vers le Sénégal. Etablis depuis longtemps, ces mouvements restent néanmoins médiocrement connus : nombre et activités des migrants, durée et objectifs de la migration n'ont pas toujours été décrits de façon satisfaisante. Vus de Côte-d'Ivoire, ils concernent une masse sans cesse croissante d'hommes et de femmes, plus d'un million de personnes, soit 20 à 25 % de la population. Ce mouvement du Nord vers le Sud prend de façon pacifique la suite des conquêtes militaires auxquelles la colonisation avait mis un terme. Les boutiquiers maures d'Abidjan, les commerçants maliens de Kinshasa, les colporteurs « Haoussas » du Niger qui voyagent de Libreville à Moanda reprennent à leur façon la « Djihad » lancée à la fin du dix-huitième siècle par Ousman dan Fodio. La pluviométrie désastreuse de 1973 a accentué le mouvement. Des difficultés liées aux régimes politiques sont aussi à l'origine d'exodes massifs : un million à un million et demi de Guinéens ont quitté leur pays, pour se réfugier au Sénégal ou en Côte-d'Ivoire.

Que consomment les migrants ? Ils adoptent vraisemblablement les normes en usage dans leur résidence provisoire. Comme, par définition, les pays d'immigration sont plus « riches » au sens de l'économie monétaire, les migrants adoptent, au moins pour quelque temps, un niveau de vie plus élevé. Par contre, au moment du retour, ils convertissent leurs économies en marchandises et achètent sur les lieux de leur exil, mais selon le goût de leurs pays d'origine.

La concentration urbaine est un aspect particulier de l'évolution démographique. Le taux d'urbanisation a doublé ou triplé, mais les métropoles ont vu leurs effectifs quintupler. Ces données nouvelles bouleversent les habitudes de consommation. L'expatriation modifie déjà profondément les besoins mais le mode de vie urbain est plus novateur encore.

Toutes sortes de denrées et de produits traditionnels manquent. Les réflexes d'autoconsommation sont encore immédiats et l'esprit d'entreprise n'a jamais été très prisé chez les peuples forestiers. C'est pourquoi les fonctions commerciales sont presque toujours remplies par des « étrangers ». Contrairement aux forestiers, en effet, les Sahéliens ont des traditions de commerce et de marchés, comme les autochtones de la côte du Bénin. En Côte-d'Ivoire, le gouvernement a compris qu'une classe d'entrepreneurs ne s'improvisait pas si la culture ambiante n'y incitait pas la population, et les pouvoirs publics ont créé une école où se forment les futurs gérants de boutiques.

Encore faudra-t-il que la production se transforme de façon semblable : des boutiques de quartier peuvent difficilement être approvisionnées directement par des apports microscopiques de petits producteurs. Sous peine de gonfler démesurément ses prix de revient, le boutiquier ne peut aller lui-même faire la collecte au fil des routes pour les quelques kilos de fruits, de légumes ou d'huile dont il a la vente dans la semaine ; un grossiste qui voudrait drainer la production au long d'une route se heurterait aux mêmes difficultés.

C'est pourquoi, dans beaucoup de domaines, les produits locaux risquent de se trouver éliminés par les produits importés. D'ailleurs, outre le prestige lié à tout ce qui paraît « moderne », la nourriture de type occidental présente un avantage, elle est rapidement préparée : cuire la bouillie de maïs ou la boule de mil est infiniment plus long, même en employant du mil moulu, que d'acheter un pain. Elaborer des ragoûts longuement mijotés que sont les « sauces » nécessite plus de temps que de griller beefsteack ou poisson. Une simplification de la cuisine est en cours, mais celle-ci risque de perdre des éléments indispensables au bon équilibre de la nutrition. Je l'ai signalé ci-dessus à propos des enfants de Brazzaville.

Mais la ville agit surtout comme ferment culturel par les échanges qu'elle permet.

Influence des transformations sociales et culturelles

Si trivial que cela puisse paraître à l'intellectuel raffiné, les changements de technique commerciale entraînent une transformation culturelle véritable. En ville, on le constate aisément : des commerces se sont spécialisés, les vendeurs s'efforcent de présenter de façon attrayante leurs articles, des vitrines animent les rues, attirent l'œil des passants, diffusent la mode. Les modestes échoppes ne se prêtent pas toujours à cette architecture, mais bon nombre de tailleurs ou de couturières mettent en montre, derrière une fenêtre, des vêtements habilement épinglés sur une feuille de contre-plaqué. D'autres, imitant les bijoutiers, font faire des pupitres vitrés ; les objets se font tentants. L'emploi de la publicité aboutit aux mêmes résultats et commence à animer les murs.

Naguère, la saison commerciale était liée rigoureusement à celle de la traite. Les produits agricoles se conservant médiocrement en zone tropicale, toutes les ventes se font dans les semaines qui suivent la récolte. Jusqu'en 1958, les paysans, dès qu'ils étaient en possession de leur argent, s'empressaient d'approvisionner leur famille pour toute l'année : tissus pour les femmes et les enfants, sacs de sel, barres de savon ; achats massifs et peu différenciés. Aujourd'hui, si la « traite » reste aussi précisément limitée dans le temps, les achats se répartissent tout au long de l'année. Les objets sont choisis de façon plus personnelle, le goût individuel se trouve valorisé ; la mode et ses évolutions trouvent à s'affirmer. Par ce biais nouveau, les objets prennent de l'importance dans la conscience de chacun. La vue constante des choses, l'incitation à acheter engendrent une sorte de matérialisme.

L'omniprésence de la radio est à la fois une révolution culturelle en soi et le germe des révolutions culturelles futures. Citadins ou ruraux se

trouvent à égalité : les postes de TSF sont moins nombreux en brousse, mais l'audition collective y est plus fréquente. La radio a probablement développé le goût de la musique et stimulé la vente de disques, la production de chansons, et ainsi la naissance de vedettes. Le mouvement est mondial, mais chaque pays a ses groupes et ses « idoles » : La caste des griots des pays du Nord a profité de ce regain d'intérêt pour le chant et une nouvelle vague de culture traditionnelle sera marquée par les disques qu'ils ont fait imprimer. Nouvelle influence, peut-être, du Mali, du Sénégal, du Niger sur les forestiers.

En ville, la « consommation de loisirs » est assez importante : les matches de foot-ball, plus encore que le cinéma, sont une occasion de regroupement. Les voyages forment certainement un poste de dépenses important. Les gares routières fourmillent de monde et de véhicules. Les entrepreneurs de transports ne forment-ils pas la première strate d'une classe capitaliste africaine ? Lorsqu'ils en ont les moyens, fonctionnaires et employés de commerce investissent en achetant un taxi qu'un chauffeur intéressé aux bénéfices exploite. Pour tourner les règlements qui interdisent parfois aux fonctionnaires d'exercer des professions commerciales, patentes et documents sont établis sous des noms divers. Taxis, commerce et habitations sont les placements que peut réaliser un homme avisé, avec bon espoir d'en tirer bénéfice.

Les changements sociaux ont une influence complexe sur la consommation. L'intense urbanisation et l'arrivée de nombreux migrants font redouter un véritable exode rural ; dans ce cas, divers produits agricoles se raréfieront probablement sur les marchés. A leur retour en outre, les migrants vont ramener à leur famille villageoise toutes sortes d'objets achetés en ville et véhiculant le goût des productions internationales. Le niveau économique local n'en semblera que plus médiocre. D'ailleurs, à la faveur de ces voyages, les jeunes s'affranchiront de plus en plus des choix traditionnels.

On peut penser que goûts et besoins iront en s'uniformisant. A l'échelle mondiale peut-être, sauf réaction vers une culture négro-africaine : déjà la mode du boubou, malienne ou nigérienne à l'origine, se répand en forêt. En même temps, la mode dahoméenne du boubou court et du pantalon taillé dans des cotonnades imprimées a une large diffusion. On peut donc imaginer une unification interafricaine.

Le changement social essentiel est la différenciation des modes de vie et dans une certaine mesure la naissance de classes sociales : phénomène moins nouveau qu'on veut bien le croire. En 1954 au Cameroun, l'étude des « budgets familiaux des planteurs de cacao » montrait la diversité des revenus, diversité d'origine et de volume. Une étude complémentaire, menée deux ans plus tard, soulignait la permanence des besoins et la faible élasticité de certaines dépenses. Des modes de consommation différenciés seraient donc possibles. Dans un autre rapport sur les budgets du Nord-Cameroun, en 1956, un seuil était signalé au-delà duquel les consommations se transformaient. Il y avait déjà, au sein de la société rurale, les germes d'un clivage dont certains facteurs sont héréditaires : les

enfants de parents lettrés ont toutes chances d'aller à l'école, les enfants de fonctionnaires ou d'employés accéderont au savoir et aux emplois.

Indépendance et urbanisation ont accentué cette différenciation. Les Africains détiennent tous les leviers de commande des Etats, et l'africanisation des cadres privés, même incomplète, n'en est pas moins fort avancée. Les capitales, sièges d'activités politiques, internationales et aussi économiques, attirent d'autant plus que les campagnes semblent coupées de la vie moderne. Par rapport aux ruraux, les citadins, ceux possédant un emploi et un salaire dans les secteurs modernes du moins, font figure de « bourgeois » : on retrouve ici le sens originel du mot. Cette distinction de classe est d'autant plus ressentie que les possibilités de consommation sont différentes. Jadis, dans le monde traditionnel, chacun avait la même nourriture que son voisin. Le chef ne se distinguait du paysan que parce qu'il pouvait distribuer davantage de nourriture ; il avait autour de lui des obligés, des clients. Les différences résidaient non dans les consommations mais dans le nombre des dépendants. D'ailleurs, les rangs sociaux étaient fixés statutairement et aucune ambition, aucune habileté n'y changeait rien. Aujourd'hui, l'idéal social est en général d'être hors du commun, de disposer de moyens et de biens.

L'opposition est énorme entre les ruraux, qui se sentent plus que jamais loin du pouvoir et de la richesse, sans aucune chance de s'en rapprocher, et les citadins. Parmi ceux-ci, l'écart entre riches et pauvres est immense. On ne voit pas pourquoi il se comblerait : la différenciation des modes de vie rend visibles les inégalités, la réussite des uns et l'échec des autres. Elle introduit un ferment évident d'amertume et de contestation.

Jacques BINET,

Université de Paris XIII.

projet

2 articles J. BINET
**En Afrique, modernité
et tradition**

Les armes nouvelles

**A propos de
la nouvelle droite**

14 F

NOVEMBRE 1979



681-139
682

B 681 / 447

B 682 / 447